

LA CRISE DE L'EURO

Le nouvel exécutif grec à l'épreuve du pouvoir

Le premier ministre Antonis Samaras bénéficie du soutien sans participation du Pasok et de Gauche démocratique

Athènes
Correspondance

En prêtant serment, mercredi 20 juin, devant l'archevêque d'Athènes et de toute la Grèce, Mgr Ieronymos, Antonis Samaras arborait le sourire de celui qui accomplit, à 61 ans, le rêve de toute sa vie : devenir premier ministre. Le sourire était empreint de gravité, en raison de la solennité du moment et surtout de la difficulté de la tâche à accomplir. « Avec l'aide de Dieu, nous allons tout faire pour sortir le pays de la crise. Je vais demander au gouvernement de travailler d'arrache-pied pour donner un espoir tangible au peuple grec », a déclaré le président de Nouvelle Démocratie (ND), arrivé en tête lors des élections législatives du 17 juin.

Le nouveau gouvernement dont la composition devait être finalisée jeudi est le fruit de trois jours de discussions entre trois partis - ND, le parti socialiste grec, le Pasok, et la Gauche démocratique -, qui ont réuni 48 % des suffrages, mais bénéficient d'une majorité parlementaire de 179 députés sur 300, grâce à la « prime » de 50 élus accordée au premier parti.

M. Samaras a promis « un gouvernement de longue haleine, de stabilité et d'espoir pour le pays ». Ce nouveau gouvernement met fin à plus de six mois d'instabilité politique, marqués par une longue campagne et deux élections législatives successives. Le gouvernement de Lucas Papademos, formé en novembre 2011, avait une mission transitoire, menée à bien : assurer les négociations pour le plan d'aide de l'Europe et du Fonds monétaire international (FMI) et la restructuration de la dette, avant des élections.

M. Samaras a la légitimité des urnes, mais, faute de majorité, il devra composer avec les deux partis à sa gauche. Il peut gouverner sans contraintes électorales, mais il devra franchir un triple obstacle. Il doit convaincre Bruxelles et surtout Berlin de la nécessité d'apporter un peu d'air à l'économie grecque en desserrant le corset de l'austérité. Il devra contenir l'opposition de la gauche radicale du Syriza, galvanisée par son nouveau statut de deuxième parti de Grèce. Il



Le nouveau premier ministre grec, Antonis Samaras, prête serment lors d'une cérémonie au palais présidentiel à Athènes, le 20 juin. LOUISA GOULIAMAKI/AFP

devra enfin assurer l'équilibre de cette coalition gouvernementale, qui apparaît assez fragile.

Le Pasok et la Gauche démocratique ont décidé de pratiquer « le soutien sans participation ». Ils voteront la confiance au gouvernement, mais aucun de leurs parlementaires ne devrait en faire partie. La décision est perçue comme un moyen d'éviter une trop grande compromission au cas où les choses tourneraient mal. La volonté du président du Pasok s'est heurtée à l'opposition d'anciens ministres, qui défendaient leur présence au gouvernement. La réunion du

groupe parlementaire socialiste, qui est passé de plus de 150 députés à 33, a été houleuse. La presse raconte qu'une tablette numérique a même volé en l'air quand les débats se sont échauffés.

« Troïka » contre « troïka »

La composition du gouvernement se fait en concertation avec les trois partis. Deux membres de chacune des formations se sont réunis pour discuter des listes de ministres et des premières priorités. Première surprise : ces réunions se sont bien passées, dans un esprit constructif et sans éclats de voix.

Comme si trois mois de psychodrame avaient fait découvrir les vertus du dialogue et du consensus.

Le gouvernement devrait être composé de membres de Nouvelle Démocratie et de personnalités reconnues, qui ont participé au gouvernement intérimaire de Panagiotis Pikramménos. Ce gouvernement, qui a duré un mois, a montré l'utilité de la présence, dans une équipe gouvernementale de personnalités non partisans nommées pour leur compétence dans un secteur. L'ancien directeur du think-tank Fondation pour la recherche économique et indus-

trielle, Iannis Stourmaras, ministre du développement, devrait rester au gouvernement, de même que le juriste Antonis Manitakis. M. Samaras devrait rétablir un ministère de la marine marchande et un ministère du tourisme, deux des secteurs-clés de l'économie. Le président de la Gauche démocratique, Fotis Kouvelis, s'est opposé à la présence d'anciens membres du Laos (extrême droite), récemment passés à Nouvelle Démocratie dans le gouvernement.

Le choix du ministre des finances est l'illustration d'une façon différente de faire de la politique. Vas-

silis Rappanos, le président de la Banque nationale de Grèce, est une personnalité proche du Pasok. Il a été président de la compagnie de téléphonie OTE et responsable des experts économiques lors du passage de la Grèce à l'euro. L'actuel ministre des finances par intérim, Georges Zaniias, devrait continuer à jouer un rôle de premier plan dans les affaires économiques. Ce consensus entre les partis est une façon de montrer que sur le plan de l'économie, la « troïka » gouvernementale parlera d'une seule voix face à la « troïka » des créanciers. ■

ALAIN SALLES

Vers un affrontement entre Athènes et ses bailleurs de fonds

MERCREDI 20 juin, en invoquant « Dieu » pour l'aider à sortir son pays de la crise, le nouveau Premier ministre grec Antonis Samaras, du parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND), a donné une idée de l'ampleur des défis qui l'attendent.

Le premier consiste à renégocier le « memorandum » : les conditions imposées par la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international, et Commission européenne) en échange de leur aide financière.

L'Europe s'est félicitée de la victoire de M. Samaras sur le chef de la gauche radicale, Alexis Tsipras qui prônait l'annulation pure et simple du memorandum. Mais le président de ND a, lui, promis une renégociation « substantielle » du plan pour favoriser la croissance et atténuer ses conséquences sociales.

Le nouveau premier ministre demande deux ans supplémentaires, jusqu'en 2016, pour appliquer les mesures d'austérité qui devaient permettre à l'Etat d'économiser 12 milliards d'euros d'ici à 2014. Il souhaite également allonger la durée d'indemnisation du chômage à deux ans. Et a promis une allocation chômage pour les commerçants et les auto-entrepreneurs, nombreux en Grèce.

Sur le plan de la fiscalité, le gouvernement devrait proposer une

baisse immédiate de la TVA sur la restauration de 23 % à 9%, pour dynamiser le tourisme et réduire le travail au noir dans le secteur.

Enfin, ND prévoit dans son programme une diminution de l'impôt sur les sociétés à 15% et une baisse de la plus haute tranche d'imposition de 45% à 32%. Le tout, en promettant de réduire les dépenses publiques et d'accélérer le rythme des privatisations.

Jeudi 21 juin, les ministres des finances de la zone euro, réunis

Les débats devraient être agités entre les tenants d'une ligne dure et ceux prêts à plus de souplesse comme la France

à Luxembourg, devaient se pencher sur ces revendications mais aucune décision n'est à attendre. Au mieux préciseront-ils que les marges de manœuvre sont réduites. Dès lundi, le président de l'eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a prévenu qu'il n'y aurait « pas de modification substantielle » du programme.

« Si l'on en reste à une renégociation pour combler les retards, cela ira, précise une source bruxelloise, en revanche, les discussions seront extrêmement dures si le

gouvernement grec veut changer les paramètres du... » Et encore... Si Athènes devait demander beaucoup plus de temps, la discussion pourrait aussi dérapier : « Un an de plus coûtera aux bailleurs de fonds entre 20 et 25 milliards d'euros », signale-t-on à Bruxelles.

D'ici au prochain Conseil européen, les 28 et 29 juin, les débats devraient donc être agités entre les tenants d'une ligne dure comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande, et ceux prêts à plus de souplesse comme la France.

De l'avis de nombre d'économistes, il n'y a guère d'autre option que de revoir en profondeur le memorandum. « Nous n'avons pas besoin de plus de temps pour nous pendre, ni de dosages différents du même poison. Nous avons besoin d'une autre approche », résumait, mardi sur CNN Yanis Varoufakis, professeur à l'université d'Athènes.

Le programme actuel est déjà obsolète, pointe Paul Donovan, économiste chez UBS à Londres. « Le pays a déjà raté tous les objectifs qui y figuraient. » Au premier trimestre, l'économie s'est effondrée de 6,5% sur un an et, même si il n'y a pas eu récemment d'évaluation officielle de l'avancement du plan de la troïka, les commentateurs, dit l'économiste, laissent peu de doute sur la situation.

L'instabilité politique de ces derniers mois a paralysé l'écono-

mie. La collecte d'impôts a été grippée, les réformes, suspendues. Les débats sur la sortie du pays de la zone euro ont tétanisé les investisseurs et pénalisé le tourisme, crucial pour le pays.

Autrement dit, personne ne voit comment Athènes pourrait ramener son déficit public à 1,3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2012 avec une contraction de l'activité de 6,4% selon Bank of America-Merrill Lynch.

Le trouble politique n'est pas seul responsable. Dans un document daté de mars 2012, le FMI s'alarmait déjà de l'avancement « chaotique » des efforts du pays. Il suffit de voir ce que sont devenues les privatisations pour s'en convaincre. Aujourd'hui, elles n'ont rapporté qu'environ un milliard d'euros quand l'Etat en attendait 50 milliards, avant de revoir ses prétentions à la baisse à 19 milliards.

En résumé, il faudra du temps, mais aussi de l'indulgence dans la mise en place des réformes, et de l'argent pour redresser une économie grecque moribonde, estime Laurence Boone, économiste chez Bank of America Merrill Lynch. « La situation de la Grèce semble pour le moment assez inextricable », conclut Jésus Castillo, chez Natixis. ■

CLAIRE GATINOIS,
PHILIPPE RICARD (A BRUXELLES)
ET ALAIN SALLES (A ATHÈNES)

SOLDES
DU 27 JUIN AU 31 JUILLET 2012

mobeco
Détailant-grossiste vend aux particuliers
les grandes marques au meilleur prix

MATELAS - SOMMIERS
TRECA - TEMPUR - SIMMONS - PIRELLI
DUNLOPILLO - BULTEX - EPEDA - SEALY ...

CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC
CONVERTIBLES POUR COUCHAGE QUOTIDIEN

DIVA - CASANOVA - BUROV - NEOLOGY -
NICOLETTI - LELEU - MARIES CORNER ...

Livraison gratuite sur toute la France
Réglez en 10 fois sans frais *

50 av. d'Italie 75013 PARIS | 148 av. Malakoff 75116 PARIS | 247 rue de Belleville 75019 PARIS

01 42 08 71 00 7j/7
www.mobeco.com leader de la vente en ligne

LA CRISE DE L'EURO

L'Allemagne reste intransigeante sur le dossier de la dette grecque

Angela Merkel refuse tout ajustement pour sortir Athènes de ses difficultés économiques

Berlin
Correspondant

Angela Merkel n'a pas hésité à faire avancer la rencontre prévue en fin de journée, vendredi 22 juin, à Rome avec l'Italien Mario Monti, l'Espagnol Mariano Rajoy et le Français François Hollande, pour assister à Gdansk, dans la soirée, au match de football Allemagne-Grèce. Y rencontrera-t-elle le premier ministre grec, Antonis Samaras? « Je serais contente s'il peut aussi venir à Gdansk », a indiqué la chancelière. Qu'Angela Merkel soit passionnée de football ne fait aucun doute – les victoires de la Mannschaft constituent l'une des rares circonstances où elle laisse éclater sa joie – mais l'enjeu politique du match ne lui a évidemment pas échappé.

Mercredi 20 juin, Angela Merkel a invité le nouveau premier ministre grec à Berlin en lui « souhaitant de la chance et du succès dans le travail difficile qui l'attend ». Ces encouragements n'empêchent pas l'Allemagne de se montrer toujours aussi intransigeante. Le ministre des affaires étrangères, Guido Westerwelle, déclare-t-il dimanche 17 puis lundi 18 juin qu'on peut envisager de donner plus de temps aux Grecs pour rembourser leurs dettes? Un des porte-parole du gouvernement, Georg Streiter, affirme l'inverse tout de suite.

Depuis, le message est répété par tous les témoins de la CDU, de Volker Kauder, président du groupe parlementaire au Bundestag, à Wolfgang Schäuble, ministre des finances. Dans *Die Zeit* (du 21 juin), celui-ci estime que la Grèce n'a pas besoin de plus d'argent ni de plus de temps mais « de plus de détermination ». Pour lui, « depuis la chute du Mur, il y a de nombreux exemples qui prouvent que les programmes d'adaptation, même sévères, peuvent être couronnés de succès. L'Irlande et le Portugal en apportent aussi de bons témoignages ». Interrogé sur les conditions qui permettraient à l'Allemagne d'accepter une responsabilité commune des dettes des Etats européens, il répond : « Il ne s'agit pas de conditions mais de conditions préalables. » Dans le même journal, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, semble en prendre son parti. Le

Chypre se tournerait vers l'UE et la Russie

La République de Chypre, qui va prendre la présidence de l'Union européenne le 1^{er} juillet, s'apprête à demander l'aide de l'UE pour renflouer son système bancaire, mais aussi celle de la Russie. Nicosie va demander à Moscou de lui prêter entre 3 et 5 milliards d'euros dès cette semaine et solliciter l'aide de la zone euro pour ses banques, « probable-ment la semaine prochaine », a indiqué mercredi 20 juin une source diplomatique européenne à Bruxelles, sous couvert d'anonymat. Le gouvernement chypriote a laissé entendre que, s'il demandait une telle aide, il le ferait avant le 30 juin. Cette date est l'échéance fixée à la deuxième banque du pays, Marfin Popular Bank, pour obtenir le 1,8 milliard d'euros nécessaire à sa recapitalisation. Chypre est actuellement coupé des sources de financement des marchés internationaux en raison des abaissements successifs de sa note souveraine par les agences de notation. – (AFP)

23 mai, François Hollande avait constaté que « l'opinion allemande est de considérer les euro-obligations comme un point d'arrivée, pour en donner une version optimiste, alors que, pour nous, c'est un point de départ ». Ce discours volontariste n'est plus d'actualité. « Je souhaite qu'on parle des euro-bonds à Bruxelles comme d'une perspective. Le système de mutualisation de la dette exige une plus grande intégration politique qui est nécessaire. Cela prendra sans doute plusieurs années », reconnaît le premier ministre.

Les euro-bills refusés

Même les euro-bills, ces obligations à court terme, qui apparaissent aux yeux de spécialistes comme la solution technique la plus adaptée aux problèmes actuels, ne reçoivent pas l'assentiment de Berlin. Ce sont les « petits frères » des euro-obligations et, à ce titre, ils pré-

« Je souhaite qu'on parle des eurobonds comme d'une perspective »

Jean-Marc Ayrault
premier ministre

sentent les mêmes défauts, estime le ministère des finances. « Une des plus importantes leçons de la crise des subprimes est que la séparation des risques et des responsabilités est porteuse de grands dangers », constate Wolfgang Schäuble.

D'ailleurs, y a-t-il vraiment péril en la demeure? Une crise grecque non maîtrisée peut-elle avoir des conséquences sur l'Espagne, voire l'Italie? Président de la Bundesbank, Jens Weidmann semble en douter. « La crainte de possibles effets de contagion ne peut pas et ne doit pas conduire à exercer un chantage sur l'Europe. Autrement, nous délivrerions des chèques en blanc. Cela changerait fondamentalement le caractère de l'union monétaire », explique-t-il dans un entretien à paraître (le 22 juin) dans *Manager*.

Sauf changement de ligne, l'Allemagne devrait donc, au sommet européen des 28 et 29 juin, accepter quelques mesures symboliques proposées par François Hollande, comme l'augmentation du capital de la Banque européenne d'investissements et l'utilisation de l'ensemble des fonds structurels. Mais, malgré la somme évoquée par l'Elysée – 120 milliards d'euros –, nul ne pense que ces moyens suffiront à sortir l'Europe de l'ornière. En revanche, le 20 juin, Angela Merkel a indiqué qu'une des pistes avancées par Mario Monti – le rachat d'obligations d'Etat par le Fonds de stabilité ou le mécanisme permanent de stabilité – n'était pas d'actualité. Néanmoins, les esprits pourraient évoluer et les débats sont vifs au sein, notamment, de la Banque centrale européenne. Si la plupart des Allemands craignent que les mécanismes d'aide génèrent de l'inflation comme dans les années 1920, Ewald Nowotny, président de la banque centrale d'Autriche et membre du conseil de la BCE, a rappelé, mercredi, à Vienne, que les politiques d'austérité avaient aussi entraîné l'arrivée des nazis au pouvoir. Une critique à peine voilée de la politique préconisée par son collègue Jens Weidmann. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

La chute de la Maison Ben Ali, racontée par l'épouse de l'ancien président

Dans un plaidoyer pro domo, Leïla Trabelsi assure avoir été victime d'un putsch de l'armée

Depuis son exil saoudien, Leïla Trabelsi a décidé de livrer sa version de la chute de l'ex-dirigeant tunisien Zine El-Abidine Ben Ali, son époux qu'elle dit ne « jamais avoir cessé d'aimer, tout président déchu qu'il soit ». Dix-sept mois après la première révolution arabe, la femme la plus honnie de Tunisie, réputée cupide et avide de pouvoir, juge dans un livre, *Ma vérité* (éditions du Moment) que les événements qui ont conduit à la chute de l'ancien régime sont le fruit d'un « coup d'Etat planifié ».

Elle le fait en s'exposant chaussée de ses inévitables lunettes de soleil, mais voilée. Voilée, Leïla Ben Ali le restera d'ailleurs tout au long des entretiens menés de janvier à mai via Skype par le journaliste Yves Derai, contacté par des intermédiaires tunisiens anonymes pour recueillir ce témoignage. C'est la « nouvelle » Leïla qui parle, et non l'ancien dirigeant tunisien, qui n'apparaîtra sur l'écran aux yeux du journaliste qu'une seule fois, « pour saluer », apparemment en pleine forme.

Ce fameux 14 janvier 2011, date de la fuite précipitée du couple en Arabie saoudite, celle qui fut surnommée la « régente de Carthage », s'éveille dans sa maison de Sidi Bou Saïd vaguement inquiète de voir affluer chez elle les membres de sa famille apeurés par la vague de contestations qui secoue de plus en plus fort le pays. Par téléphone, son mari lui suggère d'aller accomplir une omra (petit pèlerinage) à la Mecque en compagnie de deux de leurs enfants, « le temps que la situation revienne à la normale (...) dans trois ou quatre jours ». Quand elle rejoint le président en début d'après-midi, Leïla Ben Ali trouve un palais de Carthage sans « le moindre gardien devant la demeure officielle, pas l'ombre d'une sentinelle, les portes ouvertes aux quatre vents ».

A l'intérieur, Ali Seriati, le chef de la garde présidentielle, « déroule son scénario de fin du monde ». L'homme de la sécurité le plus puissant de Tunisie, récemment acquitté par un tribunal militaire dans l'enquête sur les jeunes tués par balles à Kasserine et Thala pendant la révolution, presse le couple de rejoindre l'aéroport militaire de l'Aouina et pousse Zine El-Abidine Ben Ali à monter à bord. « Sans l'assistance de Seriati, le président ne serait jamais monté dans l'avion »,



Celle qui fut surnommée la « Régente de Carthage », connue pour sa cupidité et sa soif du pouvoir, ici en novembre 2011, n'apparaît plus que voilée. DR

affirme Leïla Trabelsi, qui s'interroge sur le rôle joué alors par le chef de la garde présidentielle. Comme Ali Seriati le dira plus tard devant les juges, elle évoque aussi les rumeurs alarmantes de putsch propagées depuis Paris par un « conseiller de l'Elysée » et par le directeur central du renseignement intérieur, Bernard Squarcini. Interrogé par *Le Monde* en avril 2011, ce dernier avait démenti.

Mais pour Leïla Ben Ali, il y a bien eu complot, des « mains secrètes ». « Parmi les signes qui auraient dû inquiéter le président : le nombre inhabituel de stages proposés par certains pays étrangers à de jeunes tunisiens dans des laboratoires où ils ont appris l'usage des blogs. » Manque de preuves, ou prudence? Elle ne va pas jusqu'au bout de son accusation, mais elle laisse clairement entendre que l'armée tunisienne serait responsable de la chute du régime.

A l'aube du 14 janvier, « les policiers avaient été priés de remettre leurs armes à l'armée, laquelle, comme par hasard, paradait, dès le lendemain de notre départ, dans des photos conçues à l'avance ». « Ma conviction, ajoute Leïla Ben Ali, est que ceux qui ont fomenté le coup d'Etat (...) ne font pas partie du ministère de l'Intérieur. » Les Ben Ali ont vent de qu'ils parlent. Au passa-

ge, Leïla reconnaît que son mari avait bien destitué son prédécesseur, Habib Bourguiba, avec « un cercle de 35 personnes », quand il prit le pouvoir le 7 novembre 1987.

L'épouse de l'ancien dirigeant désigne surtout un homme, Kamel El Taïef, « connu pour ses accointances avec certains Occidentaux », et décrit comme celui qui a acculé le couple « au pire le 14 janvier ». Puissant conseiller de l'ex-président, il était tombé en disgrâce en 1992, en raison de la haine qu'il vouait à sa femme. Homme

Selon elle, Bernard Squarcini, ancien chef des renseignements français, aurait propagé des rumeurs de putsch

d'influence, il serait à l'origine de la réputation de plus en plus sulfureuse acquise par l'ancienne famille régnante au fil des années.

Une réputation que tente de corriger sans convaincre Leïla Trabelsi. L'épouse veut réhabiliter son image, conteste tout, cite les bonnes relations avec Nicolas Sarkozy qui ne « refusait pas les produits du terroir qu'on lui faisait parvenir », se décrivant jusqu'à l'écœuré-

ment, comme une âme simple et charitable. Tout au plus confesse-t-elle quelques égarements de sa famille, accusée d'avoir spolié le pays. « Parmi les miens, quelques-uns ont exagéré, souvent les plus jeunes qui se laissaient aller à leur appétit de profit », dit-elle, avouant cependant : « Nous avons été le talon d'Achille du président. » Mais comme on ne se refait pas, elle menace aussi « les usurpateurs actuels du pouvoir, dont Ben Ali connaît parfaitement les dossiers ».

On prêtait au palais de Carthage le dessein de remplacer à la tête du pouvoir le mari par sa femme. Leïla Ben Ali nie. « Ben Ali avait l'idée, effectivement, de préparer un successeur. Il l'avait même trouvé et persuadé que c'était l'homme de la situation, le préparait à la fonction suprême, en plein accord avec lui. Ce dauphin n'est autre que son dernier ministre des affaires étrangères, Kamel Morjane. »

C'est lui qui a fait parvenir leurs passeports au couple réfugié en Arabie saoudite. Toujours ministre dans le premier gouvernement de transition après la révolution, contraint de le quitter sous la pression de la rue, l'homme, interdit de se présenter aux élections constituantes d'octobre 2011, a fondé un nouveau parti. Il hérite de ce dernier cadeau des Ben Ali. ■

ISABELLE MANDRAUD

Report de l'annonce du résultat présidentiel égyptien

Le sort d'Hosni Moubarak, donné en état de mort clinique mardi soir, reste mystérieux

Le Caire
Envoyé spécial

Quel est l'état de santé réel d'Hosni Moubarak? Quand sera connu le nom du futur président de la République? Comment réagira l'armée? Les incertitudes accumulées ces derniers jours pèsent sur le moral des Egyptiens, tantôt résignés, tantôt anxieux, quand ils ne sont pas indignés par le sentiment que leur destin leur échappe.

Prenons la santé de M. Moubarak. Sur quelle base l'agence de presse officielle Mena a-t-elle annoncé qu'il était « cliniquement mort » mardi soir tard, avant d'être démentie par une source médicale? Seule certitude pour l'heure, Hosni Moubarak a été transporté de la prison de Tora, où il était incarcéré depuis sa condamnation à perpétuité le 2 juin pour avoir ordonné la répression qui a fait 850 morts lors du soulèvement de janvier-février 2011, vers l'hôpital militaire de Maadi. Le communiqué promis par la télévision d'Etat dans la nuit de mardi

soir se faisait toujours attendre jeudi matin renforçant les soupçons d'une manipulation des gradés du Conseil supérieur des forces armées (CSFA), destinée à apitoyer les Egyptiens et à les préparer à une sortie de prison. Sur Twitter, les sarcasmes se sont déchainés : « Moubarak est dans un état critique, mais stable. Si vous ne comprenez pas, regardez l'état du pays depuis trente ans », ironisait ainsi Sherif Ehab.

Yousri Abdel Razek, un avocat d'Hosni Moubarak, cité par le *New York Times*, dément toute attaque ciblée – son client aurait fait une chute sans gravité – et confirme les démarches entreprises pour obtenir une remise en liberté pour raisons médicales. Un porte-parole du CSFA a promis, sans convaincre, que le président déchu retournerait en prison dès que sa santé le permettrait.

Autre source d'interrogations et de tensions : les résultats de la première élection présidentielle libre du pays. Prévue jeudi 21 juin, l'annonce, attendue mais redoutée, a été repoussée par la Haute Commis-

sion électorale, qui n'a pas précisé quand elle se prononcerait. La commission, qui examine quelque 400 recours sur des violations des règles encadrant la campagne et le vote, a indiqué avoir besoin de « plus de temps ».

La place Tahrir occupée

Mohammed Morsi, des Frères musulmans, et Ahmed Chafiq, ancien général considéré comme un tenant de l'ancien régime et réputé soutenu par le CSFA, se sont tous deux proclamés vainqueurs. Mais la plupart des décomptes donnent une avance de presque un million de voix à M. Morsi, crédité de 52% des suffrages.

Le fait que la Haute Commission électorale soit présidée par Farouk Sultan, le président de la Haute Cour constitutionnelle, qui a prononcé la semaine dernière la dissolution du Parlement, largement dominé par les islamistes, n'est pas fait pour rassurer la confrérie et tous ceux qui militent contre un retour de l'ancien régime.

Afin de maintenir la pression

sur le CSFA et la commission électorale, les Frères musulmans, rejoints par le Mouvement du 6 avril, qui est à l'origine du soulèvement de janvier 2011, occupent l'emblématique place Tahrir tous les soirs. Pour la foule, la proclamation de la victoire de M. Morsi est devenue un but en soi, à tel point que la déclaration constitutionnelle faite par le CSFA dimanche est passée au second plan. Elle prive le futur président de la plupart de ses prérogatives, le place sous la surveillance des militaires et fait repartir de zéro la transition censée se terminer avec la présidentielle.

De jour en jour, révolutionnaires et islamistes se persuadent que la commission électorale, aux ordres des militaires, va faire passer en force Ahmed Chafiq. Dans ce contexte tendu, des informations alarmantes font état de renforcements militaires aux abords du Caire. « Ce sont les 48 heures les plus critiques de l'histoire du pays », affirme le quotidien gouvernemental *Al-Ahram*. ■

CHRISTOPHE AYAD